

## CONVENTION D'ACCOMPAGNEMENT

### Assistance pour l'actualisation d'une palette chromatique accompagnée d'une charte façades, ainsi que d'une charte des devantures et des terrasses commerciales pour la commune des Arcs-sur-Argens

Entre :

La commune des **ARCS-SUR-ARGENS** représentée par son Maire **Madame Nathalie GONZALES** autorisée  
par la délibération du conseil municipal du .....  
d'une part,

Et

Le **CAUE-Var**, représenté par son Président, **Monsieur Marc LAURIOL**, mandataire légal, autorisé par la  
délibération du conseil d'administration du 10 novembre 2021 et par l'article 11 des statuts,  
d'autre part.

#### PREAMBULE

##### **Considérant que :**

*L'architecture est une expression de la culture. La création architecturale, la qualité des constructions, leur insertion harmonieuse dans le milieu environnant, le respect des paysages naturels ou urbains ainsi que du patrimoine sont d'intérêt public. (Article 1 de la loi sur l'architecture du 3 janvier 1977) ;*

*Le CAUE poursuit, sur le plan local, les objectifs définis au plan national en vue de promouvoir la qualité de l'architecture, de l'urbanisme et de l'environnement (...) ; (article 6 la loi sur l'architecture du 3 janvier 1977) ;*

*Le CAUE ne peut être chargé de maîtrise d'œuvre ; (article 7 de la loi sur l'architecture du 3 janvier 1977) ;*

*Il fournit aux personnes publiques ou privées qui désirent construire ou rénover un bâtiment ou aménager une parcelle, les informations, les orientations et les conseils propres à saisir les enjeux paysagers des sites urbains et ruraux concernés et à assurer la qualité architecturale des constructions, sans toutefois se charger de la maîtrise d'œuvre.*

*Il a également pour mission de développer l'information, la sensibilité et l'esprit de participation du public dans le domaine de l'architecture, de l'urbanisme, de l'environnement et du paysage.*

*Il contribue, directement ou indirectement, à la formation et au perfectionnement des élus, des maîtres d'ouvrage, des professionnels et des agents des administrations et des collectivités qui interviennent dans le domaine de la construction.*

*Le CAUE dispose de droit de l'agrément mentionné à l'article L. 1221-1 du code général des collectivités territoriales.*

*Le programme d'activité du Conseil d'Architecture d'Urbanisme et d'Environnement, arrêté par son conseil d'administration et approuvé par l'assemblée générale, prévoit la mise en place de conventions d'accompagnement à la réflexion en vue de la réalisation de projet publics et d'aide à la décision.*

*Il est à la disposition des collectivités et des administrations publiques qui peuvent le consulter sur tout projet de paysage, d'urbanisme, d'architecture ou d'environnement.*

*Dans un souci permanent de répondre aux missions qui lui sont confiées avec efficacité il tisse avec l'ensemble des acteurs de la construction, des paysages naturel et bâti des liens de partenariat et d'échanges.*

*Ceci exposé, il est arrêté et convenu ce qui suit :*

## ARTICLE 1 : OBJET DE LA PRESENTE CONVENTION

La commune des Arcs-sur-Argens est dotée d'un patrimoine bâti ancien de grande qualité ayant une réelle valeur patrimoniale. La municipalité s'est engagée dans le cadre de son mandat à renforcer l'attractivité du centre-ville. Ainsi elle souhaite, parmi les outils permettant de dynamiser l'attrait du centre-ville, actualiser la palette chromatique à annexer au PLU, et se doter d'une charte de traitement des façades patrimoniales ainsi que d'une charte des devantures et terrasses commerciales

Ces outils permettront de sensibiliser et impliquer les pétitionnaires dans la préservation du patrimoine, de la qualité architecturale et l'harmonie du cœur du village, aider les instructeurs de permis de construire dans le traitement des PC et des DP et à conditionner l'octroi des subventions communales allouées notamment pour le ravalement des façades.

La commune des Arcs-sur-Argens sollicite donc les compétences du CAUE Var.

La définition de ces outils s'accompagnera par l'organisation d'une session de formation des agents de la collectivité sur l'intégration architecturale et paysagère des constructions et l'utilisation de la palette chromatique, de la charte des devantures et terrasses commerciales.

## ARTICLE 2 : MISSION DU CAUE

La mission du CAUE consiste en plusieurs actions, conformes à ses missions d'information – sensibilisation/ conseil / formation.

**La palette chromatique couvrira l'ensemble des habitations du territoire communal, en distinguant les différentes entités territoriales.**

**Les chartes devantures et terrasses ne concerneront que le centre-ville.**

Elles sont ainsi décrites :

### 1-Actualisation de la palette chromatique

La réalisation d'une palette chromatique demande une approche sensible et objective du territoire. Au-delà de la notion d'esthétique, le choix des couleurs, des techniques et des matériaux, doit veiller :

- À respecter la nature de la construction et son style architectural.
- À préserver l'harmonie de la construction dans son contexte proche et lointain.

En fonction de l'analyse géographique et de l'analyse architecturale des constructions de la commune, Le CAUE Var fournira une ou plusieurs palettes correspondant à des secteurs urbains de la commune ou à des styles architecturaux spécifiques présents sur le territoire.

Les prestations portent sur une mission de conseil comprenant :

1. Analyse géographique et paysagère des teintes naturelles du paysage (terres, roches, végétations, etc...) et définition des entités paysagères, et de leur sensibilité perceptive ;
2. Analyse des entités urbaines et des styles architecturaux présents : description de la forme urbaine, approche historique, analyse des compositions de façade ;
3. Recherche historique des édifices classés, ou inscrits à l'inventaire des monuments historiques ou des sites, ou répertoriés comme remarquables ;
4. Recherche et analyse des traces chromatiques éventuelles ;
5. Élaboration d'une palette de couleurs se déclinant sur l'ensemble des éléments du patrimoine architectural (façades, modénatures, menuiseries, ferronneries)

En complément de la palette une charte de traitement des façades, dans l'esprit des fiches Centre Ancien éditées par le CAUE Var et l'UDAP Var, sera rédigée.

## **2-Réalisation de la charte des devantures et des terrasses commerciales**

Afin de veiller à une cohérence globale, la réactualisation de la palette chromatique nécessite une révision de la charte des devantures et terrasses commerciales. Cette partie comprend :

- 1- Recensement des terrasses commerciales et des devantures existantes sur le domaine public ou privé, dans le village et ses abords immédiats ;
- 2- Analyse de l'espace public proche et de l'architecture des constructions qui les abritent ;
- 3- Elaboration d'une charte pour la création ou la transformation des devantures commerciales et des terrasses commerciales.

## **3-Organisation d'une journée de formation des agents instructeurs de la commune et de la DPVA sur l'intégration architecturale et paysagère des constructions pour l'utilisation de la palette et de la charte des devantures et terrasses commerciales**

A l'issue de la formalisation de ces outils le CAUE proposera une formation des agents et instructeurs de la commune et de la Dracénie Provence Verdon agglomération. Cette formation sera également ouverte aux élus.

Cette session proposera un programme adapté issu de l'étude de terrain qui comprendra :

- La reconnaissance des styles architecturaux présents : leur époque de création, leurs caractéristiques leurs éléments, leurs couleurs et leurs matériaux et techniques de constructions.
- La connaissance de la géographie de la commune : sa géologie et sa pédologie, son relief, ses expositions, son occupation du sol, les différentes entités paysagères qui en découlent.
- L'insertion architecturale et paysagère des constructions dans leur environnement.
- Application de la, ou des palettes dans l'instruction des permis.

Par la présente convention, les signataires s'engagent à créer les conditions pour réaliser ces missions et conviennent d'une mise en commun de moyens.

Il pourra être procédé à toute modification (restriction, extension de mission) par avenant dûment signé ou par une nouvelle convention d'accompagnement en accord avec toutes les parties.

## **ARTICLE 3 : MOYENS MIS EN OEUVRE**

Le CAUE-Var mettra en œuvre tous les moyens humains et techniques à sa disposition pour réaliser la mission. En particulier, il missionnera le prestataire qui lui semblera, après consultation parmi les bureaux d'études retenus dans le cadre de l'accord-cadre annuel, présenter le plus de garanties pour la bonne conduite de la mission.

## **ARTICLE 4 : DEROULEMENT DE LA MISSION**

Dès la réception de la convention signée par Madame le Maire, le CAUE VAR organise la consultation pour le choix d'un prestataire parmi les professionnels retenus dans son accord-cadre annuel.

L'étude démarrera dès la notification au prestataire retenu de sa mission. Elle prendra fin à la remise du rapport final accompagné de la palette chromatique et de la charte.

La mission nécessitera une visite du site avec les responsables communaux et un représentant du CAUE. Cette visite constituera la **réunion de lancement de la mission**. L'Architecte des Bâtiments de France du secteur sera invitée à cette première réunion. Le CAUE et son prestataire travailleront tout au long de la mission en partenariat avec l'UDAP du Var.

**Une réunion intermédiaire** de présentation de l'état des lieux (point 1 à 5 ci-dessus) et du diagnostic en découlant sera organisée en invitant les mêmes personnes, dans les trois mois qui suivent le lancement de la mission. Lors de cette réunion les pistes de préconisations qui figureront dans la charte seront esquissées.

**Une réunion finale** présentera la palette chromatique, ses modalités d'utilisation, ainsi que la charte.

**Une formation** facilitera l'utilisation de ces outils, pour dispenser de conseils aux pétitionnaires et instruire les demandes.

La mission sera coordonnée par le CAUE.

#### **ARTICLE 5 : DUREE DE LA MISSION**

L'étude débutera à la réunion de lancement et se déroulera sur une durée de 4 (quatre) mois.

#### **ARTICLE 6 : FINANCEMENT DE LA MISSION**

Une participation financière de 2750 euros de la commune est demandée pour la réalisation de cette étude, dans le cadre et l'esprit des principes énoncés par la loi sur l'architecture.

#### **ARTICLE 7 : MODALITE DE VERSEMENT**

Un tiers du versement de la participation, s'effectuera au démarrage de l'étude, sur le compte bancaire du CAUE Var ouvert dans l'établissement Société Générale, sous les références suivantes et les deux tiers restants à la fin de la prestation :

Code banque : 30003, code guichet : 02100, numéro compte : 000 3727 4905, clé RIB : 60.

#### **ARTICLE 8 : RESILIATION**

L'inexécution de tout ou partie de la convention par l'une des parties entrainera sa résiliation, elle pourra intervenir sur la demande motivée et notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception par l'une ou l'autre des parties contractantes, sans qu'aucune indemnité ne puisse être versée de part et d'autre.

#### **ARTICLE 9 : DROIT APPLICABLE- ATTRIBUTION DE JURIDICTION**

La loi française s'applique à la présente Convention.

A défaut d'accord amiable préalable entre les parties, toute contestation relative à l'exécution et/ou à l'interprétation de la présente convention relève de la compétence exclusive des juridictions toulonnaises.

Toulon le ....., fait en deux exemplaires

**Pour la commune des ARCS-SUR-ARGENS**  
**Madame Nathalie GONZALES**  
**Maire**

**Pour le CAUE VAR**  
**Monsieur Marc LAURIOL**  
**Président**  
**Conseiller Départemental**